

Je suis chercheur CNRS. J'ai été recruté récemment, deux ans après ma soutenance de thèse. Pour beaucoup de mes amis qui ont terminé leur doctorat en même temps que moi, ou même avant moi, j'ai de la chance. Sous entendu, je n'ai pas le droit de me plaindre. Moi, je n'ai pas connu la dégradation des conditions de travail à l'université. J'ai vécu ces conditions de travail peu dignes de la mission de service public de production et transmission des connaissances scientifiques.

Je suis pourtant fier d'être chercheur. Dans mon cas, c'est faire des enquêtes de terrain sociologiques pour rendre compte des réalités sociales. Ça signifie passer du temps dans des sites d'investigations, écouter, observer, analyser et confronter mes résultats avec d'autres avant de les diffuser.

Mais depuis la fin de mon doctorat, je n'ai fait que chercher les financements pour faire mon métier. Le laboratoire qui m'accueille n'a pas les moyens de m'envoyer enquêter au-delà de la ville universitaire où il se trouve. A peine peut-il me payer le déplacement dans le département voisin. Pas question de traverser la France pour faire varier les sites d'observation. Heureusement me dit-on, en deux coups de pédales, de l'autre côté du pont, je suis en Allemagne : autre pays, c'est « l'international » et le « transfrontalier » à la fois. Sauf que comme je ne parle pas parfaitement l'Allemand, je ne peux pas mener d'enquête par entretien. Je parle quand même 3 autres langues étrangères. Alors j'ai répondu aux appels d'offre. J'ai rempli beaucoup de formulaires pour espérer avoir des financements pour mon « projet » qui m'a valu d'être recruté au CNRS. Je ne pensais pas que je n'aurai pas les moyens de le mettre en œuvre. Comment vais-je faire pour mon « évaluation » ? Je vais peut-être envoyer ces nombreux dossiers de réponse à appels d'offre où je présente les enquêtes que j'aurais pu faire si j'avais obtenu les moyens demandés. A moins que je ne me contente de publier les synthèses que j'ai dû faire sur l'« état de l'art » dans mon domaine. Si j'avais pensé qu'un an après mon recrutement je me retrouverai à faire des sciences sociales « en chambre » ! Dans ces conditions, je ne me demande plus quelle actualisation de la connaissance est possible (je n'ose parler de progrès scientifique). Et on nous parle d'innovation. Avec quels moyens ? **Je voulais être chercheur, pas fundraiser !**

Mon collègue de bureau me dit que lui, ne cherche plus. Il n'a plus le temps. Il est enseignant-chercheur. A ses 192h de cours annuelles, s'en ajoute une cinquantaine d'autres. Il n'a pas vraiment le choix s'il veut que les étudiants aient bien les cours qu'on leur a annoncés dans l'offre de formation de l'Université. Il espère juste que l'an prochain, des collègues pourront le décharger. Il avait déjà espéré cela l'an dernier. Les années

précédentes, il pensait que les 2 postes libérés par un départ à la retraite et une mutation serait remplacés. Avec d'autres collègues de son département, il a fait les heures pour assurer la jointure. Aujourd'hui, il comprend que ces postes qui ont été « gelés » ne seront pas « mis au concours ». Trop chers par rapport aux vacataires payés à l'heure ou aux collègues qui font des heures supp'. Moi je veux bien l'aider un peu. Quelques heures complémentaires d'enseignement, ça arrondira mes fins de mois (Vous savez combien gagne un chargé de recherche au CNRS ?) A défaut de pouvoir enseigner les résultats de ma recherche, j'enseignerai aux étudiants les connaissances que d'autres ont produites dans d'autres pays. D'ailleurs, l'an dernier j'ai été invité par une université étrangère pour présenter mes travaux de thèse. Je ne pourrais pas rendre l'invitation aux collègues qui m'ont fait si bon accueil et avec qui j'aurais bien aimé faire une recherche comparative. Quand nos labos auront-ils des financements à la hauteur des ambitions de nos universités et du CNRS ?